

Colloque international
Quel budget minimum pour participer à la vie sociale ?
Un débat européen sur les budgets de référence
13 octobre 2015

– Isa Aldeghi : bonjour à tous, je vais vous présenter quelques résultats issus de nos travaux menés en commun avec l’IRES sur les budgets de référence en France pour l’ONPES. Nous allons voir d’abord quels sont les montants des budgets de référence et comment on y arrive. Ensuite, on comparera ces budgets de référence avec deux autres points de repère, qui sont les seuils de pauvreté et les budgets moyens pour les mêmes types de ménages. Ensuite, on verra ce que représentent finalement ces budgets de référence en termes de populations qui sont concernées, combien de personnes vivent avec plus ou moins que ces budgets de référence. On verra qu’il y a une convergence entre ces budgets de référence et des résultats d’enquêtes qui sont tout à fait différentes d’un point de vue méthodologique, et où on pose la question à la population du montant nécessaire pour vivre. On fera ensuite une comparaison avec les résultats sur les budgets de référence qui ont été menés en Angleterre, les MIS (*minimum income standards*), et on conclura en essayant de faire une synthèse de tout ce qui peut ressortir de ces résultats.

Le premier élément que nous allons pouvoir observer tout de suite, c’est le fameux montant des budgets de référence. C’est la transformation en somme au niveau d’un montant mensuel de cette liste de biens et services qui ont été mentionnés par tous ces groupes de consensus qui ont été réunis comme étant les besoins nécessaires à la fois pour faire face aux nécessités de la vie quotidienne mais aussi pour participer à la vie sociale. Vous voyez que les montants bien sûr sont variables selon les types de ménages. Ces chiffres correspondent à une hypothèse qui est celle de personnes logées dans le logement social. Ça va de 1 400 euros pour une personne seule en âge d’être active, qu’elle soit au travail ou à la recherche d’un emploi, jusqu’à 3 300 euros pour un couple avec deux enfants. Dans les rapports qui sont publiés, vous verrez qu’on a également regardé quels seraient ces budgets si les personnes étaient locataires dans le parc privé. Cela augmenterait les budgets de référence de 150 à 250 euros selon le nombre de personnes qui sont dans les ménages, car plus ils sont nombreux plus le logement est grand. Pour les retraités, on a fait une hypothèse supplémentaire, pour les deux types de ménages retraités, on a aussi supposé qu’ils sont propriétaires mais qu’ils ont fini de rembourser, dans ce cas, ils auraient un budget nécessaire de référence de 400 euros de moins. Pour tout ce que je vais vous présenter, ce sera toujours avec l’hypothèse des locataires de logement social, pour ne pas trop vous emmêler avec des chiffres différents. Je vous renvoie bien sûr aux publications pour en savoir plus et voir d’autres hypothèses.

Dans les familles types, qui servaient justement de projection pour imaginer ces ménages types et leurs besoins, les couples avec deux enfants ont un enfant d'âge collègue et un enfant d'âge lycée, alors que pour les familles monoparentales, on a imaginé qu'ils avaient deux enfants, l'un d'âge préscolaire et l'autre d'âge primaire. Ce qui d'ailleurs fait que les familles monoparentales ont un budget pour la cantine, les frais de garde, l'accueil périscolaire, d'à peu près 170 euros supplémentaires à celui des couples actifs avec deux enfants plus grands, qui est lié au fait qu'ils ont des enfants de cet âge-là, donc des coûts de garde plus élevés.

Pour savoir comment on arrive à ces montants-là, on n'a pas le temps cet après-midi de regarder en détail les différents éléments de budget, je vous renvoie là encore aux rapports sur le site de l'ONPES. Le premier poste est celui du logement qui représente entre 22 et 37 % des budgets. Mais ce qui est important et qui est beaucoup ressorti des groupes de discussion, c'est la dimension sociale des besoins. Il y a un poste important lié aux déplacements, et c'est à la fois pour pouvoir travailler, mais aussi pour pouvoir se rendre à des activités de loisirs ou rendre visite à la famille, aux amis, etc. Il y avait également une dimension sociale. Tous les groupes, qui ont eu lieu à Tours ou à Dijon, ont dit qu'il était nécessaire d'avoir une voiture, mais jamais deux voitures. La voiture a été vraiment citée dans tous les groupes comme faisant partie des besoins de base. Le poste habillement et les postes hygiène-beauté ensemble, occupent une part assez importante du budget. Là encore dans les groupes de consensus qui détaillaient toute la liste des besoins, des éléments précis étaient mentionnés, c'était la nécessité non seulement de pouvoir faire face aux besoins de base, mais aussi tout ce qui est lié à la présentation de soi pour l'extérieur et par rapport à l'image qu'on a de soi-même. Il y avait un poste vraiment spécifiquement vie sociale, tous les groupes ont insisté sur le fait que c'était important de pouvoir partir en vacances, d'avoir des activités de loisirs. Les vacances, c'était une location d'une semaine pour les ménages sans enfant, et deux semaines pour ceux qui avaient des enfants.

Vous avez peut-être remarqué qu'on arrive à un budget plus élevé pour les retraités. Si on compare les personnes seules retraitées et les personnes seules actives, le budget des retraités est plus élevé. C'est pareil si on compare les couples de retraités sans enfant et les couples d'âge actif sans enfant. Cela s'explique par le fait que pour les retraités, les groupes ont dit que c'était important qu'ils aient une pièce pour pouvoir recevoir leurs proches, la famille, les amis. Là encore, la vie sociale et son importance apparaissent là. De plus, les retraités ont un budget santé qui est plus important. Par contre, les retraités ont des budgets un peu moins élevés que les personnes actives pour ce qui est des transports et des vêtements. On a considéré qu'ils avaient besoin de moins de vêtements ou de les renouveler moins souvent.

Nous allons voir en détail deux types de budgets de référence, pour les personnes d'âge actif, sans enfant, dans un cas les couples, dans l'autre cas les

personnes seules. Si vous regardez la structure de budget, vous voyez qu'il n'y a pas d'énormes différences. En gros, les grandes proportions des postes sont assez semblables, mais le fait de vivre en couple permet d'avoir des économies pour ce qui est lié au logement, au transport car il y avait un seul véhicule, et également à l'équipement du logement. Là encore, je vous renvoie au rapport pour avoir les détails des autres groupes.

Maintenant, je vous propose de comparer le budget de référence avec deux autres repères. On va comparer le budget moyen avec le budget de référence. Sur ce graphique, le budget de référence correspond à 100 %. On voit que les budgets moyens sont systématiquement plus élevés, mais avec des différences très importantes selon les types de ménages. Le budget moyen des couples actifs sans enfant représente le double du budget de référence. À l'opposé, vous avez les familles monoparentales dont le budget moyen est certes un peu plus élevé que le budget de référence, mais avec un écart moindre. Quand on regarde les revenus effectifs des ménages, les familles monoparentales ont des niveaux de vie plus faibles, donc ça les rapproche du budget de référence alors que les couples sans enfant en âge d'être actifs, et qui sont souvent d'ailleurs à deux à travailler, ont un niveau de vie beaucoup plus élevé. Si on compare par contre avec le seuil de pauvreté, le budget de référence est toujours au-dessus du seuil de pauvreté, mais avec des écarts qui sont moindres entre types de ménages.

Si on regarde maintenant les grands volumes, comment se situent ces types de familles par rapport au budget moyen, on retrouve un peu la même hiérarchie. Pour les couples actifs sans enfant, la très grande majorité, pratiquement neuf sur dix, a un niveau de revenu qui les situe au-dessus du budget de référence. Tout à fait à l'opposé, on trouve les familles monoparentales où là, seule une minorité atteint ou dépasse le budget de référence. Presque toutes les familles monoparentales avec deux enfants, dont un de moins de trois ans, se situent en dessous du budget de référence. On retrouve la même hiérarchie que ce qu'on a déjà vu. Il est intéressant de noter que les personnes seules retraitées vivent 6 fois sur 10 avec moins que le budget de référence, mais par contre, comparées aux familles monoparentales, les personnes seules retraitées sont beaucoup plus rarement sous le seuil de pauvreté.

On peut considérer que ces situations entre le seuil de pauvreté et le budget de référence correspondent à des situations où sans être dans la pauvreté monétaire et dans des situations de très grande difficulté, il y a quand même des restrictions qui seront nécessaires par rapport aux besoins qui ont été élaborés pour les budgets de référence comme étant nécessaires pour pouvoir participer à la vie sociale.

Je vous ai parlé de ces autres enquêtes qui, là, ne partent pas du tout d'une liste de besoins et de biens qui sont nécessaires mais qui posent d'emblée la question du montant nécessaire pour vivre correctement dans la société. On a deux enquêtes dans ce cas-là. Et dans les deux cas, pour les personnes seules, quand on interroge les Français sur : « Qu'est-ce qu'il faut pour pouvoir vivre au

minimum » dans le cadre du baromètre DREES, ou « pour joindre les deux bouts » dans le cadre de l'enquête sur les ressources et les conditions de vie de l'INSEE, on aboutit à des niveaux très proches du budget de référence des personnes seules. Dans l'enquête DREES, on pose la question uniquement pour un individu qui vit seul, on peut juste comparer avec le budget de référence des personnes qui sont seules. Par contre, dans l'enquête sur les ressources et les conditions de vie de l'INSEE, la question étant posée « pour une famille comme la vôtre », on peut comparer avec les réponses par type de ménage. Pour les couples sans enfant, le montant considéré comme nécessaire pour joindre les deux bouts, est nettement plus élevé que le budget de référence de ces types de ménage. Dans la réponse, il y a une certaine influence de la situation réelle des personnes. Plus vos revenus sont élevés, plus vous aurez tendance à donner un montant élevé à la question sur la somme qu'il faut « pour joindre les deux bouts ». Or, les couples sans enfant ont un niveau de vie plus élevé. Donc ça va aussi ressortir dans l'écart avec le budget de référence.

Si on compare maintenant les résultats de l'enquête menée en France avec ceux du Royaume-Uni, on voit qu'on est un peu dans les mêmes ordres de grandeur en comparant les budgets de référence avec les niveaux de vie médians. Le budget de vie médian est le montant qui divise la population en deux parts égales. En gros, on est dans les mêmes ordres de grandeur dans les deux pays en comparant les budgets de référence et les niveaux de vie médians. Dans les deux pays, les budgets de référence sont un peu en dessous du niveau de vie médian. En France, les budgets de référence représentent une part légèrement plus élevée des niveaux de vie médians qu'au Royaume-Uni. Mais on est quand même en gros dans le même ordre de grandeur.

Il y a une différence entre la France et le Royaume-Uni concernant les deux types de ménages des retraités. Le budget des retraités est plus élevé que celui des actifs en France, mais pas au Royaume-Uni. Cela s'explique par le fait que les Britanniques n'ont pas attribué de chambre supplémentaire pour les retraités, et aussi parce que, au Royaume-Uni, on a supposé que les frais de santé étaient couverts par le système national de santé alors qu'en France, on a pris en compte une mutuelle puisqu'il n'y a que 70 % en moyenne des frais de santé qui sont pris en charge par la sécurité sociale. Ces deux points expliquent l'essentiel des différences pour les retraités entre la France et le Royaume-Uni.

Pour conclure, je dirais que les résultats ont une certaine robustesse, d'abord à cause de la méthode qui vous a été exposée ce matin, parce qu'il y a eu des groupes différents, quinze groupes de discussions. Les hommes et les femmes étaient séparés au début, mais quand on a comparé les revenus obtenus, on avait des résultats assez proches. Dans les groupes suivants, quand les groupes de validation observaient, discutaient et qu'on leur demandait ce qu'ils pensaient de ce qu'avaient établi les groupes de discussion, finalement, il y avait un consensus pour dire qu'ils trouvaient que c'était cohérent. Quand il y a eu des changements, ils restaient quand même à la marge. Et on trouve des cohérences

aussi par rapport aux questions d'opinion sur les montants qu'il faut pour vivre, ce qui est en soi un résultat extraordinaire car les méthodes sont totalement différentes, puisque d'un côté on parle argent et de l'autre on parle des biens et des services nécessaires. Le fait aussi qu'on trouve des résultats relativement cohérents et proches avec le dispositif britannique conforte aussi la solidité des résultats. Voilà, je vous remercie pour votre attention.